



ATTENTION ! ENVOI DANS LES ÉTABLISSEMENTS

Veillez noter que de la documentation sera envoyée dans votre établissement **le vendredi 22 novembre**. Assurez-vous de le récupérer !

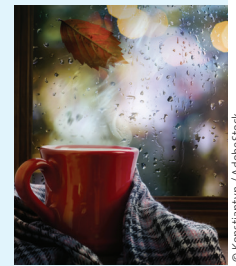
DANS CE NUMÉRO

Page 2 : Table des spécialistes, spécialistes et activités étudiantes, politique de rédaction inclusive et représentative, rappel de la formation sur le mécanisme de composition de la classe.

Page 3 : Comité féministe, 12 jours d'action contre la violence, journée du souvenir trans.

Page 4 : Mobilisation pour les classes de francisation, rassemblement pour une demande de moratoire sur la fermeture des classes CPF.

L'AIR DU TEMPS



© Konstantyn / Adobe Stock

CONVOCATION ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Pour faire suite à la pétition signée de 203 membres en règle en provenance de 8 écoles, l'Alliance convoque, en vertu de ses statuts, une réunion extraordinaire de l'Assemblée générale.

Comme demandé par ces signataires, cette assemblée portera sur l'état de situation des écoles qui font l'objet d'une enquête, sur la création d'un comité de prévention de la violence, du harcèlement et de l'intimidation du personnel, sur un vote de non-confiance des élus de l'Alliance et sur une demande au ministre.

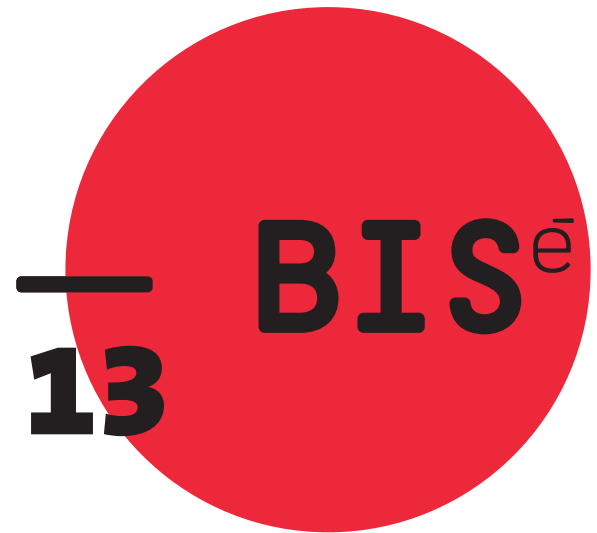
En raison du caractère préoccupant des sujets et des décisions qui pourraient être prises, votre présence à cette assemblée est essentielle pour toutes et tous.

Au cours de la dernière année, l'Alliance, de concert avec les syndicats affiliés à la Fédération autonome de l'enseignement, s'est bâti une notoriété notable concernant la valorisation de notre profession et des écoles publiques montréalaises. Il est nécessaire de démontrer que nous poursuivons cette bataille de façon solidaire et que nous restons unis

face aux épreuves !

Nous vous attendons en grand nombre.

 **Catherine Beauvais-St-Pierre, présidente**



AG.2425.001

CONVOCATION • RÉUNION EXTRAORDINAIRE

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
de tous les membres de l'Alliance (CAF, CSSDM, Peter Hall)**

Mardi 19 novembre 2024 à 17 h 45*

À LA PLAZA ANTIQUE (6086, rue Sherbrooke Est, Montréal)

* Session du matin à 9 h 30 au secrétariat de l'Alliance pour les membres qui travaillent en soirée.

PROJET D'ORDRE DU JOUR

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Adoption d'un procès-verbal
3. État de situation / Écoles CSSDM sous enquête
4. Création d'un comité de prévention de la violence, du harcèlement et de l'intimidation du personnel
5. Vote de non-confiance envers l'Alliance
6. Demande au ministre

Ayez en main votre carte de membre 2024 et une pièce d'identité avec photo pour éviter un délai d'identification.

Si vous avez besoin d'un service d'interprètes LSQ, prière de communiquer avec laurence.calixte@allianceprofes.qc.ca dès que possible.

-ag

TABLE DES SPÉCIALISTES 2024-2025

Saviez-vous que l'Alliance a une table des spécialistes? Elle est composée de huit enseignantes et enseignants spécialistes provenant de la formation générale des jeunes. Les membres qui vous représentent sont : Suzelle Beauregard, de l'école St-Anselme, Amélie Drapeau, de l'école Père-Marquette, Brigitte Gauthier, de l'école Sainte-Cécile, Caroline Lavoie, de l'école Saint-Grégoire-le-Grand, Julie Leduc, de l'école De la Petite-Bourgogne, Laurence Vachon, de l'école Saint-Gabriel-Lallement, Aiden Fontaine Oconnell, de l'école des Monarques, et Louis-Philippe Lavigne, de l'école Sophie-Barat.

La table des enseignantes et des enseignants spécialistes de l'Alliance s'est réunie le 5 novembre dernier et s'est fixé deux objectifs pour l'année scolaire 2024-2025 :

- mobiliser les spécialistes concernant leurs droits ;
- sensibiliser le personnel scolaire sur la réalité que vivent les spécialistes.

Au fil des semaines, des informations sur les droits des spécialistes seront publiées dans le *BIS* afin qu'elles et qu'ils puissent s'assurer de leur respect.

Il est grand temps que le Centre de services scolaire de Montréal, que les directions d'établissement et le personnel scolaire soient au fait de la réalité des spécialistes au primaire et ceux en arts et en éducation physique au secondaire, qui enseignent des volets souvent vus comme des « petites matières ». Ils doivent malheureusement fréquemment composer avec un local qui n'est pas adapté, en plus de ne pas avoir assez de temps pour couvrir leur matière.

Soyons solidaires de nos collègues, car ce sont elles et eux qui donnent la couleur aux établissements scolaires, qui favorisent le développement du sentiment d'appartenance dans leur milieu et stimulent l'engagement des élèves dans leur apprentissage. Donnons-leur la place qu'elles et qu'ils méritent au sein de l'équipe !



Vous pouvez trouver les outils pour les spécialistes au primaire sur le site de l'Alliance : soit le document *Les savoirs essentiels — Les spécialistes au primaire* et la fiche syndicale *Les spécialistes au primaire*.

● Sue Bradley, vice-présidente

L'ALLIANCE SE DOTE D'UNE POLITIQUE DE RÉDACTION INCLUSIVE ET REPRÉSENTATIVE

En tant qu'organisation féministe et militante, composée à 70% de femmes, l'Alliance a jugé essentiel de se doter d'une politique de rédaction inclusive et représentative applicable dans nos communications à grande diffusion, notamment le *BIS*. Cette politique vise à nous distancer de la pratique du « masculin par défaut », tout en reconnaissant la réalité de nos membres dont l'identité de genre est non binaire ou autre.

Elle est issue de la réflexion amorcée en 2022-2023 par deux comités syndicaux de l'Alliance (féministe et LGBTQ2S+ et allié-e-s). Ils ont étudié divers exemples de politiques de rédaction d'autres organisations semblables à la nôtre, certaines plus conservatrices, d'autres plus audacieuses, notamment au niveau des néologismes. Sur la base de ces échanges et en collaboration avec la personne conseillère aux communications, une ébauche de politique a été rédigée et présentée aux deux comités en 2024. Les deux comités ont donné leur aval à cette politique et elle a été adoptée par le Conseil d'administration le 20 juin 2024.

Notre politique de rédaction se décline donc en une série de lignes directrices couvrant différentes situations. Elle vise un équilibre entre l'objectif d'avoir des communications représentatives et inclusives en limitant l'adoption de néologismes ou de pratiques venant alourdir le texte.



Dans un prochain article, nous ferons un tour d'horizon des éléments principaux de la politique et en expliquerons la portée.

● Élyse Bourbeau, secrétaire-trésorière

SPÉCIALISTES — ACTIVITÉS ÉTUDIANTES

Les activités étudiantes (par exemple : manifestations sportives, concerts, etc.) doivent faire partie de la tâche éducative. Nul ne peut être obligé de tenir des activités étudiantes la fin de semaine, sauf si entente avec le prof. D'autre part, à moins que la direction n'ait procédé à une modification des heures de début et de fin de l'amplitude quotidienne et se soit assuré du respect des heures de repas, les activités étudiantes ne peuvent se tenir ni en soirée ni à l'heure du midi, car ces moments sont en dehors de l'amplitude de la journée de travail et des paramètres de la semaine régulière de travail. Si aucun temps n'a été reconnu dans la tâche annualisée et que, à la suite de l'activité, il y a dépassement de la tâche éducative, l'enseignante ou l'enseignant doit recevoir une compensation équivalant à 1/1000^e + 33%, s'il a une tâche à 100%, et 1/1000^e s'il a une tâche de moins de 100%.

Pour plus d'informations sur les spécialistes au primaire, vous pouvez consulter le document *Les savoirs essentiels — Les spécialistes au primaire*.

● Sue Bradley, vice-présidente
Roberto D'Amico, conseiller



RAPPEL — FORMATION SYNDICALE NOUVEAU MÉCANISME DE COMPOSITION DE LA CLASSE

La session de formation se déroulera en virtuel **le mardi 26 novembre de 18 h à 19 h 30**.

Les inscriptions doivent être transmises **avant 15 h le jeudi 21 novembre 2024**, en utilisant ce [formulaire](#). Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter Melissa Hernandez par courriel : formation@alliancesdesprofs.qc.ca.

● Marie Contant, vice-présidente
Sébastien Bergeron, conseiller



12 JOURS D'ACTION CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES



Depuis 12 ans, une campagne de sensibilisation sur les médias sociaux est organisée par le Comité québécois femmes et développement (CQFD) de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI). Cette campagne des 12 jours d'action contre les violences faites aux femmes se déroule chaque année

du 25 novembre au 6 décembre. Trois dates sont à retenir durant le mois de novembre, mois de la prévention de la violence faite aux femmes :

- le **25 novembre**, la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes ;
- le **29 novembre**, la Journée internationale pour la protection des militantes des droits humains ;
- le **6 décembre**, la Journée nationale de commémoration de l'assassinat de 13 étudiantes et 1 employée à l'école Polytechnique de Montréal.

Des rubans blancs, symbole de la campagne universelle, seront expédiés dans votre établissement vers le 22 novembre avec une suggestion de procéder. Le Comité féministe de l'Alliance vous invite à les porter afin de dénoncer la violence à l'égard des femmes et des filles, basée sur le genre. En étant une enseignante ou un enseignant solidaire des femmes, vous démontrez votre pouvoir d'action. Dénonçons tous ensemble la violence que subissent les femmes partout à travers le monde, portons le ruban blanc !



● **Sue Bradley, vice-présidente**

CONNAISSEZ-VOUS...?

...NOS OUTILS DE COMMUNICATION

L'Alliance produit plusieurs outils de communication à l'attention de ses membres. Est-ce que vous les connaissez ? Ils se trouvent sur notre site Web, dans la section *Nos communications*.

Vous y trouverez entre autres les savoirs essentiels, des documents qui ont pour objectif de vous informer et de vulgariser davantage les renseignements contenus dans les conventions collectives et dans les fiches syndicales, afin de les rendre plus accessibles.



COMITÉ FÉMINISTE 2024-2025



Le Comité féministe de l'Alliance s'est rencontré le 1^{er} novembre dernier afin d'entamer ses travaux pour 2024-2025. L'objectif fixé est de « **conscientiser le corps professoral de son pouvoir d'action concernant la lutte pour l'égalité homme-femme** ». Vos représentantes du comité publieront dans le *BIS* leurs points de vue concernant un sujet qui leur tient à cœur à partir du mois de janvier.

Bien que nous fêtions le 50^e anniversaire de la reconnaissance du statut de la femme, il ne faut pas minimiser les reculs auxquels les femmes font face depuis les dernières années. Les membres du comité veulent surtout mettre en lumière le pouvoir que chacune et chacun détient pour contrer quotidiennement ce mouvement régressif envers vos sœurs, vos filles, vos mères et vos amies. Je tiens à remercier celles qui vous représentent au sein du comité : Julie Beauséjour, Isabelle Dulude, Amélie Shuka



Gadbois Blanchette, Martine Lussier, Josée-Jacinthe Moreau, Vitmira Murataj et Sophie Schumacher.

● **Sue Bradley, vice-présidente**

JOURNÉE DU SOUVENIR TRANS

Novembre 1998, Rita Hester, une femme trans de couleur, est poignardée à mort dans son appartement. Le meurtrier ne sera jamais trouvé. À l'époque, c'était le genre de nouvelle qui tombait rapidement dans l'oubli. Mais les gens de la communauté se sont levés et ont crié NON, elle ne sera pas oubliée.

Depuis ce temps, un moment est pris le 20 novembre chaque année pour se souvenir des personnes trans et non binaires qui ont été tuées simplement parce qu'elles étaient elles-mêmes ou parce que leur marginalité les obligeait à vivre dans des environnements non sécuritaires, comme celui de la prostitution.

Le 20 novembre est aussi le moment de se solidariser avec les personnes trans et non binaires qui doivent encore mener aujourd'hui des luttes pour avoir droit à la reconnaissance, la dignité et la sécurité, entre autres dans les écoles et dans les milieux de travail. En tant qu'enseignantes et enseignants, nous pouvons jouer un rôle important dans nos écoles pour nous assurer que nos élèves et collègues trans et non binaires puissent vivre non seulement sans crainte dans nos établissements, mais surtout qu'elles et qu'ils puissent s'épanouir pleinement. L'Alliance et son comité LGBTQS+ et allié-e-s mènent plusieurs actions pour sensibiliser et outiller les collègues. Nous avons entre autres produit un guide d'accompagnement des jeunes trans, qui donne des pistes d'action concrètes.

Nous ne pouvons pas redonner à Rita Hester et aux autres victimes de la transphobie ce qu'on leur a volé, mais nous pouvons chacune et chacun nous engager pour agir en leur mémoire.



● **Élyse Bourbeau, secrétaire-trésorière**

FRANCISATION

ACTION DE MOBILISATION

Une cinquantaine de personnes étaient présentes, dès le lever du soleil mardi matin, devant le centre Pauline-Julien, en solidarité avec les profs de l'éducation des adultes en francisation. Parmi eux, des enseignantes et des enseignants des centres Yves-Thériault, Lartigue, William-Hingston et Saint-Louis, des écoles primaires, des membres du Conseil d'administration de l'Alliance et des représentantes et représentants de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE). Cette action, couverte par des médias nationaux et montréalais, visait à dénoncer les coupes budgétaires en francisation, à rappeler l'importance de protéger ces services et à demander au gouvernement caquiste de revoir ses positions pour stopper la crise.

Une majorité de nouvelles arrivantes et nouveaux arrivants choisissent Montréal pour s'établir. Pour s'intégrer à notre société et y trouver du travail en français, ces personnes ont besoin d'aide et de ressources pour apprivoiser la langue. La francisation porte une mission sociale pour garantir une société unie, permettant non seulement de les intégrer, mais aussi de valoriser notre langue, nos valeurs et notre culture. Parfois, ces enseignantes et enseignants sont les seuls repères pour les nouvelles arrivantes et nouveaux arrivants. Leur travail en francisation est vital à plusieurs égards. Elles et ils détiennent les compétences nécessaires pour favoriser le parcours de ces gens. Il est totalement insensé que le ministère de l'Éducation laisse aller cette expertise et contribue à la perte de leur emploi, pour épargner quelques dollars, au détriment d'une population vulnérable.

L'Alliance continue ses représentations auprès du Centre de services scolaire de Montréal pour s'assurer que les procédures établies respectent la *Convention collective locale*. Nous continuerons, aux côtés de nos camarades des autres syndicats affiliés à la FAE, à mettre de la pression sur le gouvernement pour qu'il réalise l'ampleur des maux qu'il entend créer.

Une fois encore, nous vous invitons à signer la pétition pour dénoncer les coupes en francisation.



Jehanne Blaise, vice-présidente
Alexis Richard, conseiller



Photos: Alliance

CLASSES CPF

DEMANDE DE MORATOIRE

La campagne de mobilisation pour faire cesser la fermeture des classes à cheminement particulier de formation (CPF) se poursuit. Le mercredi 13 novembre, un groupe d'une quarantaine de personnes, composé d'enseignantes, d'enseignants, de parents et de membres du Conseil d'administration de l'Alliance a participé à la séance de questions du public du conseil d'administration du Centre de services scolaire. Les porte-parole du groupe ont témoigné et demandé l'instauration d'un moratoire sur la fermeture des classes. Le combat pour une meilleure composition de la classe n'est pas fini. La campagne continue! Une pétition, déjà signée par plus de 1 500 enseignantes et enseignants, circule actuellement. L'Alliance vous encourage à la signer!



Marie Contant, vice-présidente



Photos: Thomas Boucher

